Les élections européennes auront lieu dans moins de 6 mois. Alors que cette année 2009 verra, en Belgique comme dans toute l'Europe, la crise capitaliste s'installer dans la durée et surtout frapper cruellement les salariés et les allocataires sociaux, aucun des partis traditionnels en lice, de droite comme de «gauche», n'a la volonté de rompre avec les politiques néolibérales menées sous la houlette de l'Union Européenne. Que ce soit par rapport à la crise économique, au changement climatique ou aux massacres à Gaza, cette Europe là a démontré au cours de ces dernières semaines toute sa nocivité et sa véritable nature: un instrument non démocratique conçu et utilisé pour servir les intérêts des capitalistes et de l'impérialisme européens. Seule une gauche anticapitaliste conséquente et des luttes sociales d'ampleur peuvent imposer un tout autre projet européen.

Face à la crise économique qui s'annonce d'une ampleur historique et à l'urgence sociale qui l'accompagne, l'UE poursuit fondamentalement les mêmes politiques qui ont directement mené à la catastrophe, en démantelant toujours plus le droit du travail, les services publics et les droits sociaux. Le soi-disant «plan de relance de l'Europe» - en réalité une simple coordination des divers plans nationaux - ne vise pas à remettre en cause loi du profit, mais bien à restaurer ce dernier pour le seul bénéfice des capitalistes. Alors que le chômage et la misère montent en flèche dans tous les pays, l'UE maintient coûte que coûte, en «l'assouplissant» à la marge, l'absurde carcan du Pacte de stabilité qui interdit tout déficit public supérieur à 3% du PIB.

Ce mécanisme instaure depuis des années l'austérité budgétaire permanente, avec des répercussions lourdement ressenties par la majorité sociale, en particulier les femmes. En plus des restrictions de leur autonomie matérielle, celles-ci voient par ailleurs leur droit à disposer de leur corps puissamment attaqué par la hiérarchie catholique et les courants religieux intégristes qui reprennent vigueur et que cette Europe continue à satisfaire en refusant de généraliser le droit à l'avortement.

Face à la crise climatique, revers de la même médaille capitaliste, l'Union européenne s'est là aussi illustrée par sa volonté de répondre non pas à l'urgence écologique, mais à la seule soif du profit des multinationales. Bien en deçà des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre conseillés par le GIEC, le fameux «paquet énergie-climat» adopté en grande pompe par le Conseil européen le 12 décembre dernier est une véritable supercherie qui donne la part belle aux pires mécanismes du marché (achat et vente de quotas d'émissions gratuits) et aux «remèdes» qui aggravent le mal (promotion des agro-carburants). (1)

A ce même Conseil européen, les dirigeants de l'UE ont affiché tout le mépris que leur inspire la démocratie en obligeant le peuple rebelle irlandais à revoter un Traité de Lisbonne qu'il a pourtant massivement rejeté le 15 juin 2008 par 53,4 % des suffrages. Et cela en échange de vagues promesses qui ne remettent nullement en question le contenu profondément antisocial de ce Traité.

Malgré les messages de paix qu'elle promeut en grandes frasques médiatiques, l'UE reste une Europe forteresse et guerrière. Elle nie les droits élémentaires de milliers de femmes et d'hommes «sans papiers», préférant l'immigration «économiquement utile» à la liberté de circulation. Avec l'OTAN, elle se pose en gendarme nucléaire du monde au service des puissances impérialistes. La nature pro-colonialiste et antidémocratique de l'Union Européenne s'est également révélée dans toute sa splendeur macabre avec le massacre perpétré par Israël contre le peuple palestinien. Après avoir «rehaussé» ses étroites relations avec Tel Aviv, l'UE a ensuite brillée par son refus cynique de prendre les mesures élémentaires de sanctions à l'égard d'un Etat qui pratique le terrorisme à une échelle de masse. Par ses déclarations basées sur le principe hypocrite de «l'équidistance» qui renvoie dos à dos l'agresseur et la victime, l'oppresseur et le peuple opprimé, l'UE a marqué sa préférence pour la loi du plus fort. Pour toutes ces raisons, l'UE s'est rendue complice de crimes de guerre à Gaza, de meurtres de centaines de civils et d'enfants. Et cela malgré la mobilisation de centaines de milliers de manifestants pro-palestiniens à travers toute l'Europe.

Cette Europe impérialiste, antisociale et non démocratique n'est pas et ne sera jamais la nôtre. Dans le contexte actuel, marqué par le tournant de la crise du capitalisme, la nécessité de défendre un programme résolument anticapitaliste, de rupture avec cette Europe, ses institutions illégitimes et ses politiques, est plus criante que jamais. C'est dans ce sens que nous avons fait le choix, en octobre dernier, de déposer notre propre liste aux élections européennes, mais seulement au cas où une unité électorale sur des bases politiques claires n'était finalement pas possible avec d'autres organisations, comme nous l'expliquions dans notre «Déclaration sur les élections de juin 2009» .

Unité... mais avec qui?

En l'absence de toute dynamique pour une «recomposition» large à «gauche de la gauche», nous plaidions en effet pour que se réalise au moins une unité électorale des principales forces existantes de la gauche radicale et anticapitaliste. Tout en sachant que cette unité ne peut pas incarner la nouvelle force politique alternative nécessaire, mais qu'elle peut être une condition pour y parvenir un jour.

Après plusieurs démarches jusqu'alors infructueuses auprès du PTB et du PC (nous y reviendrons prochainement), le Parti Socialiste de Lutte (PSL, ex-MAS) nous a adressé au début du mois de décembre 2008 une lettre ouverte nous proposant d'envisager une alliance pour les élections européennes en Belgique francophone. Dans notre réponse nous avons souligné que, malgré les divergences réciproques, cette proposition était un pas en avant positif et que nous étions prêts à l'explorer, ensemble, de manière sérieuse.

L'invitation du PSL n'est pas étrangère au fait que plusieurs sections de leur internationale, le CWI, participe, comme la LCR belge et d'autres sections de la IVe Internationale, aux discussions menées par des partis de la gauche anticapitaliste européenne afin de constituer un pôle de référence pour les élections européennes (2). Elle est également liée au fait que l'organisation-soeur du PSL en France est partie prenante de la construction du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) lancé par nos camarades de la LCR française. Ceci étant dit, et bien que la référence au processus du NPA sera un élément de notre propagande, la perspective d'une liste commune entre nos deux organisations en Belgique n'est nullement envisagée comme une reproduction « à la belge » du NPA, ce point est parfaitement clair entre nous.

D’une part la création d’un NPA n’est malheureusement pas à l’ordre du jour pratique dans notre pays. D’autre part, bien que l’organisation-soeur du PSL en France ait saisi l’opportunité du NPA et y participe pleinement, le PSL et le regroupement international dont il fait partie ne cachent pas leurs critiques vis-à-vis du processus et semblent ne pas avoir compris que la nouvelle période historique nécessite une refondation de l’anticapitalisme et que celle-ci passe par une double rupture avec les évidences dogmatiques et les sectarismes d’organisation.

Les termes de l'accord

Plusieurs rencontres entre des délégations de nos deux organisations ont pu clarifier nos positions politiques sur la crise du capitalisme, l'Union Européenne, les réponses à apporter ainsi que sur les modalités concrètes d'une liste commune qui donne toute sa place à chaque composante. Ces rencontres ont permis de constater une convergence de points de vue sur ces questions. Au cours de ces rencontres, et cela nous semble un point essentiel, nous nous sommes également mis d'accord sur la nécessité de tenter d'élargir l'unité en invitant le PTB et le PC à rejoindre nos discussions afin de parvenir à une liste plus large.

Une lettre signée par nos deux organisations leur a donc été adressée le 29 décembre dernier. Vu le calendrier électoral et l'obligation légale de récolter au plus tôt 5.000 signatures valides d'électeurs/trices, nous avons précisé dans cette lettre qu'il était souhaitable d'obtenir une réponse au plus tard pour le 10 janvier. Malheureusement, seul le PC nous a adressé une réaction et cette dernière est exprimée dans des termes à ce point laconiques et vagues qu'elle

ne constitue pas une véritable réponse à notre demande (nous publions ci-dessous notre lettre commune ainsi que cette réponse).

Prenant acte de cela, et après avoir abouti à une série de consensus, la LCR et le PSL se sont donc définitivement mis d'accord le vendredi 9 janvier afin de constituer une alliance électorale pour les européennes du 7 juin 2009. Cette alliance repose sur plusieurs points: un accord politique de fond sur l'attitude face à la crise capitaliste et l'UE; le nom de la liste, qui sera « LCR-PSL »; le/la candidat/e de tête sera membre de la LCR tandis que le second sera membre du PSL, le reste étant constitué pour moitié de candidat/es présenté/es par nos deux organisations en permettant la présence de candidat/es d'ouverture. Outre une Déclaration politique, un matériel et des activités en commun (notamment un grand meeting internationaliste à Bruxelles), chaque organisation a par ailleurs le droit de mener sa propre campagne, de manière autonome, en développant ses points programmatiques spécifiques.

Après nous être mis d'accord sur son contenu et ses grandes lignes, nous sommes actuellement en train de peaufiner notre Déclaration politique commune et la rendrons publique sous peu, tout comme le Protocole d'accord qui précise les modalités de la liste commune. Lors de notre prochaine rencontre, la liste des candidat/es et une série de questions pratiques et matérielles seront mises au point.

Unité partielle mais unité tout de même

Une liste limitée à la LCR et au PSL ne constitue pas «l'idéal» au regard de l'unité large que nous souhaitions. Comme nous l'avons déjà souligné, une unité électorale entre des partis de la gauche radicale n'est pas équivalente à la nouvelle force politique aujourd'hui nécessaire à gauche de la social-démocratie et des Verts. En outre, nos deux organisations ne veulent pas nier ou masquer nos divergences du passé et celles, toujours actuelles, qui nous séparent. Pour notre part, nous ne pouvons pas oublier le bilan très négatif que nous tirons de l'attitude et de l'orientation du PSL dans les expériences d'Une Autre Gauche (UAG) et du Comité pour une Autre Politique (CAP) en 2006-2007.

Mais, et c'est justement pour cela, il s'agit tout de même d'un événement qui n'est pas anodin au regard de l'habituelle division et sectarisme régnant entre les organisations de la gauche radicale. Une telle liste commune constitue le signe qu'en dépit de ces divergences il est possible de parvenir à un accord sur de bonnes bases politiques. Un accord qui constitue ainsi un pas en avant, même partiel, dans la nécessaire unité de la gauche radicale. Un accord qui permet en outre d'éviter la dispersion absolue de toutes les listes et qui adresse un signal positif vers de larges secteurs de la population, tout en reposant sur des bases politiques suffisamment claires face au capitalisme et à l'Union Européenne.

Ce dernier point nous semble d'ailleurs le plus essentiel: une liste LCR-PSL aux élections européennes nous permettra de porter et - nous l'espérons – d'amplifier ensemble une campagne électorale et un programme combatif. Une campagne capable de susciter un certain enthousiasme pour ceux et celles qui pensent qu'il est temps de construire une autre Europe, de justice sociale, grâce aux résistances sociales et sur base d'un programme clairement anticapitaliste.

Par ailleurs, nous espérons que cette collaboration électorale avec le PSL se déroulera de la manière la plus satisfaisante qui soit entre nos deux organisations et nos militant/es et qu'elle nous permettra de poursuivre, après les élections et sur d'autres terrains, de bonnes relations. En effet, ces dernières ont souvent été marquées jusqu'à présent par une grande méfiance réciproque et surtout par très peu de pratique concrète de collaboration sur le terrain des luttes. L'entente et la pratique électorale communes permettront sans doute de changer les choses.

D'autre part, pour nous, cet accord avec le PSL ne ferme pas la porte à la discussion et à la collaboration unitaire avec d'autres forces dans les luttes, les collectifs et les mouvements sociaux. L'unité politique n'est pas forcément la traduction mécanique de l'unité sur le terrain des luttes sociales. Si des divergences politiques fondamentales peuvent nous séparer quand il est question des élections - et donc de notre conception du pouvoir et de notre relation avec celui-ci - cela n'empêche pas du tout l'unité autour de revendications et de terrains de la lutte sociale déterminés.

Notre accord avec le PSL aux européennes ne clôture pas non plus la discussion concernant l'autre échéance électorale, à savoir les régionales de juin 2009, où nous n'avons pas la volonté de nous présenter seuls et restons disponibles pour toute démarche unitaire qui, au vu des réalités diverses sur le plan local, peuvent prendre de multiples formes.

En campagne!

Dès à présent, nous commençons donc à récolter les 5000 signatures d'électeurs/trices afin de pouvoir déposer notre liste commune LCR-PSL. Le fait d'unir nos forces avec celles du PSL constitue bien entendu un atout, mais la tâche reste néanmoins ardue. C'est pourquoi nous appelons tous/tes nos sympathisant/es à nous aider dans ce travail afin de le mener à bien dans le temps imparti. Vous trouverez ci-dessous le formulaire de signature en format PDF que vous pouvez imprimer afin de le compléter et nous le renvoyer, ainsi que pour le faire signer autour de vous.

Dans les semaines à venir, à côté du matériel commun, la LCR finalisera également son propre programme et son propre matériel; nous lancerons un Appel public à notre liste, ainsi qu'un appel au soutien financier; nous organiserons une série d'activités et ouvrirons un site internet de campagne. Pour tout cela, toute aide concrète, sous quelque forme que ce soit, constituera un sacré coup de main pour nous aider à affirmer dans les urnes qu'une autre Europe est possible; 100% anticapitaliste, écosocialiste, féministe et internationaliste!

Notes:

(1) Voir l' article de Daniel Tanuro sur notre site

(2) Voir le communiqué de la rencontre de Paris

Lettre aux directions du Parti du Travail de Belgique (PTB) et du Parti Communiste de Wallonie-Bruxelles (PC-WB)

Bruxelles, le 29 décembre 2008

Camarades,

Suite à l'invitation du Parti Socialiste de Lutte (PSL), nos deux organisations mènent actuellement des discussions afin de constituer une liste commune pour les élections européennes de juin 2009 en Belgique francophone.

Nos deux organisations ont élaboré un protocole d'accord et un projet de déclaration-plateforme commune. Elles se sont également mises d'accord pour élargir leur initiative aux autres partis de la gauche radicale et pour inviter ces derniers à constituer un front électoral uni.

Dans le contexte actuel d'une profonde crise globale du capitalisme, dont les conséquences sont dramatiques pour l'ensemble des salarié/es et des allocataires sociaux, il nous semble décisif de pouvoir porter ensemble, de manière large et unitaire, une liste électorale qui apporte des réponses à la hauteur des enjeux et dénonce clairement les responsabilités de ce système, de l'Union européenne et de tous ses gouvernements.

Par cette lettre, nous vous invitons donc à participer à notre initiative afin de constituer un tel front électoral uni des principaux partis situés à la gauche de la social-démocratie et des Verts. Un tel front électoral constituerait, dans ce contexte, un signal fort et d'espoir pour de nombreux secteurs de la population.

Vu l'agenda imposé par le calendrier électoral et la nécessité de commencer à récolter au plus tôt les 5000 signatures de parrainage pour présenter une liste aux élections européennes, il serait souhaitable que vous nous exprimiez pour le 10 janvier 2009 votre opinion sur notre invitation.

Vous trouverez en annexe à cette lettre le projet de Déclaration-plateforme commune actuellement en discussion entre nos deux organisations. Il s'agit donc bien d'un projet qui reste ouvert à la discussion et aux amendements pour toutes les organisations qui souhaitent participer à la démarche unitaire. Sur base d'un tel projet de plateforme commune, chaque organisation à également le droit de mener sa propre campagne autonome en ce qui concerne le programme, le matériel et les activités publiques.

Dans l'attente de vous lire, recevez, camarades, nos sincères salutations militantes;

La Direction Nationale de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) et le Bureau Exécutif du Parti Socialiste de Lutte (PSL)

Réponse du Parti Communiste de Wallonie-Bruxelles:

Bruxelles, le 7/1/2009

Chers amis,

Votre appel nous est bien arrivé et a retenu notre attention. Nous sommes en pleine discussion à propos des prochaines élections, de notre programme, de notre stratégie. Nous ne manquerons pas de vous tenir au courant du résultat de nos débats.

Cordialement

Pour le Bureau Politique Parti Communiste,

Pierre Eyben, Porte-Parole responsable des questions nationales

---

Formulaire de parrainage pour la liste LCR-PSL

A renvoyer, complété et signé, à la LCR - 20 rue Plantin 1070 Bruxelles

Contribuez à notre fonds de campagne électorale: objectif: 10.000 euros!

Une campagne électorale, cela coûte cher. Nous n'avons ni dotation publique, ni accès facile aux médias... ni des moyens mirobolants. Il nous faut imprimer des milliers de tracts, d'affiches, de brochures, organiser des activités publiques, des meetings, pour pouvoir toucher le plus grand nombre. Pour ce faire, nous voulons récolter 10.000 euros de soutien au cours de notre campagne. Tout don, même modeste est donc le bienvenu!

Versez votre contribution avec la mention: «soutien campagne

Europe» sur le compte:

«LCR Europe» n°: 363-0482160-13